



FOCUS

Intégration • Inclusion

Vol. 1 n° 12 • Printemps 2013

Vers une francophonie ontarienne accueillante et équitable

2 À propos...

- L'engagement continu de CIC

3 Promotion, recrutement et accueil

- Un appui du MACI pour le Collège Boréal dans le Centre-Sud-ouest
- Les TÉE à l'œuvre dans la région de Windsor

5 Intégration et sensibilisation

- Le PIDEF du CFT : au service des familles nouvellement arrivés
- Concours national de vidéo *Qui suis-je ?*
- Préparer la réussite des filles et des jeunes femmes immigrantes
- Aide juridique Ontario : modifications aux services aux réfugiés et aux immigrants

7 Économie - Emploi - Reconnaissance

- La Table ronde de l'Ontario dépose son rapport
- Femmes immigrantes entrepreneurs à domicile : désormais possible!
- Système coordonné d'évaluation linguistique et d'aiguillage
- Essor entrepreneurial féminin à Windsor
- Lancement d'un Programme fédéral des métiers spécialisés

9 Régionalisation

- Nouvelles du Réseau du Centre-Sud-Ouest
- Milieu rural dans l'est ontarien à la recherche d'immigrants





FOCUS Intégration • Inclusion

est diffusé au moins deux fois par année.

Nous nous réservons le droit de modifier les textes soumis à des fins de publication pour des raisons de longueur et/ou de clarté.

Ce magazine provincial est réalisé et édité par
La Passerelle I.D.É.



en collaboration avec la firme de communication



et financé par
Citoyenneté et Immigration Canada
Direction de l'établissement, Région de l'Ontario.



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

www.cic.gc.ca

Pour réagir aux articles et pour offrir vos suggestions ou commentaires, communiquez avec nous par courriel à leonie@passerelle-ide.com ou par téléphone au 416-934-0588.

La Passerelle I.D.É. est un organisme à but non lucratif créé pour répondre aux besoins d'intégration et de développement économique des jeunes francophones provenant des diverses communautés culturelles du grand Toronto. Fondée en 1993, La Passerelle est reconnue au sein de la communauté francophone pour son leadership, son positionnement sur les enjeux et les dossiers touchant sa clientèle.

www.passerelleide.com

Pour consulter les appels d'offres de
Citoyenneté et Immigration Canada,

Direction de l'établissement, Région de l'Ontario :

www.etablissement.org

À propos de... L'engagement continu de CIC

Par Veronica Barnes,
Directrice Régionale, Programmes d'intégration
Opérations, Région de l'Ontario

À la lumière des annonces qui ont découlé du budget 2012, l'exercice financier 2012-2013 s'est révélé une importante période de changement pour Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Pour la région de l'Ontario en particulier, soulignons qu'une nouvelle structure de direction a été mise en place pour veiller aux opérations relativement aux programmes d'intégration. Un autre changement d'importance à noter est la mise en place d'un processus d'appel de propositions (ADP) simplifié en 2012, une première pour CIC.

L'ADP 2012 visait à simplifier la prestation de services dans le cadre d'ententes de contribution pour les programmes d'établissement et de rétablissement à l'échelle du pays. Le fait de nationaliser le processus d'appel de propositions a permis d'assurer la mise en application d'outils et de ressources uniformes tout au long du processus, et ce tant par les récipiendaires que par les différents bureaux régionaux de CIC qui y ont participé. Au total, la Région de l'Ontario a reçu et évalué 426 propositions de projets.

Dans le processus d'évaluation des propositions soumises dans le cadre de l'ADP 2012, CIC a tenu compte de facteurs tels la pertinence des projets proposés, leur potentiel de réussite, le rapport coût-efficacité et leur potentiel de rendement ou d'optimisation. Le nombre de propositions reçu a de loin dépassé ce que CIC pouvait financer. Pour cette raison, les propositions ont fait l'objet d'une évaluation en vue de s'assurer que les projets répondaient bien aux besoins des nouveaux arrivants, que les lieux de prestation proposés correspondaient à l'emplacement des clients de CIC (tel que confirmé par des exercices de ciblage), que le rapport coût-efficacité était optimal, et qu'ils rejoignaient les priorités visées par les programmes d'établissement.

Les décisions d'octroi de financement de CIC Région de l'Ontario dans le cadre de l'ADP 2012 ne comblent pas, toutefois, les besoins particuliers des nouveaux arrivants francophones dans le Nord de l'Ontario. Afin de palier à cette lacune, CIC Région de l'Ontario développera un plan de transition prévoyant des négociations avec un fournisseur de services directs également en mesure d'appuyer le Réseau de soutien à l'immigration francophone. La communauté francophone du Nord de l'Ontario est assurée de continuer à recevoir des services. De plus, CIC travaillera avec des partenaires dans cette région afin de mettre au point une approche durable pour qu'on puisse rejoindre les nouveaux arrivants francophones à Sudbury et dans les communautés environnantes. CIC est engagé à appuyer la prestation de services auprès des nouveaux arrivants francophones dans le Nord comme à l'échelle de la province.

CIC continuera de renforcer les partenariats existants avec la collectivité francophone et les autres paliers de gouvernement.

Au moment où nous amorçons l'exercice financier 2013-2014, CIC Région de l'Ontario continuera de s'assurer que les nouveaux venus au Canada reçoivent effectivement les services d'établissement et de rétablissement nécessaires afin d'être en mesure de contribuer pleinement à l'économie canadienne et à la vie en société. CIC continuera de renforcer les partenariats existants avec la collectivité francophone et les autres paliers de gouvernement, et ce dans le but d'assurer l'intégration réussie des nouveaux arrivants dans les communautés francophones minoritaires.

Promotion, recrutement et accueil

Le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration appuie le Collège Boréal dans le CSO

Par Benoît Clément, Chef,
Communications stratégiques, Collège Boréal



En vertu du Programme d'aide à l'établissement des nouveaux arrivants (PAENA) du ministère des Affaires civiles et de l'Immigration (MACI) de l'Ontario, le Collège Boréal offrira aux immigrants francophones des régions qu'il dessert des services d'établissement de base. Ces services comportent entre autres l'évaluation des besoins, l'aiguillage et l'orientation scolaire et professionnelle.

« Le Collège Boréal est fier de la confiance dont fait preuve à son égard le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration », souligne Danielle Talbot-Larivière, vice-présidente, les Entreprises Boréal. *L'intégration réussie des nouveaux arrivants en Ontario tient compte de*

nombreux facteurs. Nous sommes heureux de pouvoir mettre à leur disposition notre expertise dans les domaines de l'accueil, de la formation et de l'employabilité ».

Outre les services d'établissement, le Collège Boréal offre de nombreux programmes de formation pour les immigrants francophones du Centre-Sud-Ouest :

- ▶ les Cours de langue de niveau avancé (CLNA/ELT), également financés par Citoyenneté et Immigration Canada, sont disponibles à London et à Windsor, alors que le Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) est offert à Toronto ;
- ▶ le programme de Formation langagière axée sur les professions (FLAP) est offert à Windsor, à Hamilton, à Toronto et à Peel.
- ▶ le programme Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) financé par Citoyenneté et Immigration Canada est offert dans cinq centres du Collège Boréal — Peel, Toronto, Hamilton, London et Windsor ;

De plus, grâce à l'appui financier du MACI, le Collège Boréal sera en mesure d'offrir à London, en 2013-2015, le Programme relais de formation accélérée en éducation en services à l'enfance pour immigrants francophones avec composante en intégration à la communauté francophone et en formation interculturelle.

Les TÉE à l'œuvre dans la région de Windsor : *un rôle essentiel*



L'équipe de travailleurs en établissement dans les écoles de langue française de la région de Windsor et du comté d'Essex.

Le programme de Travailleurs en Établissement dans les Écoles (TÉE) de la région de Windsor et du comté d'Essex offre un soutien nécessaire à un nombre croissant de familles immigrantes francophones et francophiles. Les écoles de langue française des conseils scolaires publique et catholique peuvent compter sur l'expertise d'une équipe professionnelle et dynamique pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants en processus d'établissement et d'intégration.

Les TÉE interviennent en milieu scolaire, de manière proactive, auprès des familles nouvellement arrivées pour les aider à

s'établir dans leur communauté d'accueil. Ils se chargent donc de les diriger vers les ressources communautaires appropriées. Ils leur offrent des séances d'information et des ateliers de groupe, souvent en partenariat avec le personnel de l'école, pour les renseigner et les sensibiliser à leur nouveau milieu. Ils interviennent également auprès du personnel enseignant pour leur fournir une orientation et des pistes quant aux besoins essentiels des nouveaux arrivants — parents et enfants.

Outre leurs grandes expertises en matière d'intégration, l'équipe des TÉE — deux hommes et quatre femmes — maîtrisent

non seulement l'anglais et le français, mais ils parlent sept autres langues, soit l'arabe, le swahili, le lingala, le kinyarwanda, le kirundi, le créole et le wolof. Leurs aptitudes linguistiques combinées augmentent considérablement leur capacité d'intervention auprès des nouveaux arrivants. Pas surprenant que leurs contributions soit prisées tant par les conseils scolaires que les directions d'école et le personnel enseignant. En fait, on considère essentiel le rôle qu'ils jouent au quotidien dans l'intégration des élèves nouvellement arrivés et de leurs familles dans la vie scolaire.

Intégration et sensibilisation

Le PIDEF du Centre francophone de Toronto : *au service des familles nouvellement arrivées*



Cela fera bientôt 11 ans que le Programme d'intégration dans les écoles francophones (PIDEF) a été créé par le Centre francophone de Toronto. Le PIDEF, financé par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) accompagne les familles nouvellement arrivées à Toronto dans leurs démarches d'intégration.

Depuis ses débuts comme projet pilote, le PIDEF a évolué et grandi : il est maintenant offert dans 16 écoles de langue française de Toronto avec l'aide de quatre travailleurs en établissement.

Pour plus d'information, visitez etablissement@centrefranco.org.

GAMME DE SERVICES

Les travailleurs et les travailleuses du PIDEF accompagnent les familles nouvellement arrivées dans les étapes suivantes :

- ▶ la recherche d'une école élémentaire ou secondaire;
- ▶ les démarches menant à l'inscription scolaire;
- ▶ l'initiation des parents à la vie scolaire de leur enfant et à la culture canadienne;
- ▶ l'apprentissage de liens constructifs entre les élèves, les parents (ou le personnel enseignant) et l'école.

Des ateliers communautaires offerts gratuitement sont organisés régulièrement sur des thèmes de grand intérêt pour les nouveaux arrivants :

- ▶ mieux connaître le Canada;
- ▶ démystifier le système scolaire ontarien;
- ▶ faire le point sur la punition corporelle et la discipline positive
- ▶ parler de l'intimidation en milieu scolaire;
- ▶ découvrir les ressources communautaires et les activités parascolaires.

Des activités jeunesse sont également organisées en milieu scolaire en collaboration avec les écoles élémentaires et secondaires. On vise ainsi à sensibiliser les jeunes immigrants à divers aspects de la santé tels l'intimidation, la sexualité, la prévention du tabagisme, des drogues, du jeu et de l'alcoolisme, la nutrition, et l'éducation physique.

Concours national de vidéo – *Qui suis-je ?*

La Fondation canadienne des relations raciales (FCRR) a lancé un concours vidéo dans le cadre du projet *Un Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance*. Son but : encourager les jeunes à discuter de questions identitaires, de leurs valeurs, des systèmes de croyance concurrents et des droits de la personne. Le concours consistait à réaliser une vidéo de 30 secondes qui renforce les relations interconfessionnelles ou approfondit le sentiment d'appartenance.

Les cinq vidéos gagnantes seront sélectionnées pour leur originalité, leur qualité technique et, surtout, l'efficacité de leur message. La sélection sera faite en mai 2013 par un jury composé de leaders religieux, de réalisateurs de documentaires et de membres de l'équipe de l'initiative *Un Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance*. En plus de recevoir une bourse de 300 \$, les gagnants pourraient voir leur vidéo diffusée par certaines chaînes de télévision canadienne.

Un Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance

Le concours national *Qui suis-je ?* s'inscrit dans le cadre de l'initiative *Le Canada interconfessionnel et le sentiment d'appartenance*, créée par la FCRR. Cette initiative, financée par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), vise à faciliter le dialogue, à l'échelle du pays, sur la coopération et la communication interconfessionnelles, à promouvoir l'éducation et l'engagement civiques et à offrir les outils nécessaires pour renforcer le sentiment d'appartenance.

Le but est d'établir un cadre pancanadien pour un dialogue véritable entre les différentes communautés ethnoculturelles et confessionnelles, et de renforcer le rôle participatif de ces communautés dans la société canadienne. Le projet, qui fait appel à une participation active de ces groupes et à leur engagement, vise à promouvoir les valeurs démocratiques du Canada, sa diversité, et ses traditions; il vise aussi à développer avec

les différents groupes la compréhension de nos droits et responsabilités et la meilleure manière possible de renforcer le sentiment d'appartenance au Canada.



Source :

<http://interfaithbelonging.ca/index.php?lang=fr>



Aide juridique Ontario : modifications apportées aux services aux réfugiés et aux immigrants

Par Jawad Kassab

Directeur de la planification des services généraux et des initiatives stratégiques, Aide juridique Ontario

Aide juridique Ontario (AJO) a pris un ensemble de mesures financières, organisationnelles et autres pour moderniser le modèle de prestation des services aux réfugiés et aux immigrants.

Ces mesures en vigueur depuis septembre 2012 l'aideront à concilier les demandes croissantes des clients à son obligation financière de fonctionner à l'intérieur de son budget. Les changements aideront à atténuer la forte montée du nombre de certificats en droit des réfugiés, une augmentation de 9 % au cours des deux dernières années. De plus, ils devraient permettre de réduire les dépenses de presque un million de dollars.

Les mesures permettront aussi à AJO de se préparer à la nouvelle loi fédérale sur les réfugiés et l'immigration.

Ainsi, AJO pourra continuer à accomplir sa mission, soit celle de fournir des services d'aide juridique de haute qualité à tous ses clients à faible revenu, y compris les demandeurs d'asile et les immigrants, d'une façon innovante et rentable.

Préparer la réussite des filles et des jeunes femmes : appui du gouvernement fédéral



En mars 2013, au nom de l'honorable Rona Ambrose, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine, l'honorable sénateur Don Meredith a annoncé l'appui du gouvernement du Canada à un projet de leadership de La Passerelle – Intégration et Développement économique (I.D.É.) qui vise à promouvoir l'accès au pouvoir de jeunes Torontoises francophones appartenant à une minorité visible.

« Notre gouvernement prend à cœur l'avancement des femmes et leur accès au pouvoir d'un bout à l'autre du pays, a déclaré la ministre Ambrose. Dans le cadre de ce projet, de jeunes immigrantes francophones pourront acquérir des compétences précieuses, qui les aideront à accéder demain au pouvoir. »

« La Passerelle – I.D.É. a conçu un projet remarquable, qui va susciter un intérêt chez des jeunes Canadiennes, développer leurs aptitudes et les outiller, » a dit le sénateur Meredith.

Le projet de La Passerelle – I.D.É. est au nombre des propositions sélectionnées suivant un appel de propositions intitulé *Préparer la réussite des filles et des jeunes femmes*. L'organisme recevra 200 000 \$ pour réaliser

un projet d'une durée de 24 mois ciblant des jeunes femmes francophones âgées de 18 à 24 ans, issues d'une minorité visible, qui sont immigrantes ou nées de parents immigrants. Les participantes mettront sur pied un comité consultatif réunissant des jeunes et des partenaires tels le Toronto Youth Cabinet, les conseils scolaires et des organismes communautaires locaux. Des représentants élus les encadreront pour les aider ainsi à surmonter les obstacles qui entravent leur participation à la vie politique municipale.

« Grâce à l'appui fédéral, ce projet produira des résultats tangibles non seulement pour les participantes, mais aussi pour notre collectivité, a déclaré Léonie Tchatat, directrice générale de La Passerelle – I.D.É.. Toronto bénéficiera grandement de l'apport d'un nombre croissant de jeunes femmes issues de milieux divers qui sont confiantes, compétentes et prêtes à saisir les occasions d'exercer une influence à l'échelle municipale au sein du système d'éducation. »

Information :

Amber Irwin, Attachée de presse, Cabinet de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine

Nanci-Jean Waugh, Directrice générale, Communications et affaires publiques, Condition féminine Canada

Économie - Emploi - Reconnaissance

Vers une stratégie de l'immigration pour l'Ontario : la Table ronde dépose son rapport

Par Rajaa Razafiarisoa,
responsable Marketing et Communication, La Passerelle - I.D.É.

À l'automne 2012, le gouvernement de l'Ontario a reçu le rapport final de la Table ronde d'experts sur l'immigration en Ontario. Titré « *Plus de voies vers le succès* », ce rapport présente 32 recommandations sur lesquelles reposera la première Stratégie ontarienne en matière d'immigration. Il intègre les communautés francophones de l'Ontario dans son approche de fond tout comme dans le cadre de recommandations concrètes, et Léonie Tchatat, Directrice générale de La Passerelle-I.D.É., qui siège à la Table ronde, s'en réjouit.

Rappelons que la table ronde avait le mandat de se pencher sur les questions concernant la sélection des immigrants, l'établissement et l'intégration, et cela dans le but d'examiner comment l'immigration peut favoriser la croissance économique et celle du marché du travail en Ontario.

Le rapport constate que l'immigration est primordiale au succès économique de l'Ontario. En effet, pour que la province puisse prospérer et rester compétitive sur la scène mondiale, il lui faut attirer un plus grand nombre d'immigrants qualifiés. La province doit également s'assurer que des programmes et services efficaces sont disponibles pour améliorer l'établissement et l'intégration de tous les immigrants.

Voici quelques extraits relativement aux francophones de l'Ontario :

« La démarche de l'Ontario quant à l'immigration devrait fonctionner pour toutes les collectivités de la province. Cela suppose que la région du Grand Toronto demeure attirante pour les immigrants, mais aussi que d'autres villes, des communautés rurales, nordiques et éloignées et des communautés francophones bénéficient aussi de la stratégie sur l'immigration de l'Ontario. »

Recommandation 10 : Le Programme de désignation des candidats de la province de l'Ontario devrait être utilisé pour remédier à des pénuries de main-d'œuvre et pour combler les besoins des communautés, y compris les communautés francophones et les communautés rurales.

Un système d'immigration doit être efficace pour les communautés partout en Ontario, y compris les petits centres urbains, les communautés francophones et les communautés rurales et du Nord. »

Femmes immigrantes entrepreneures à domicile : désormais possible!

Par Yvonne KABEYA, Directrice générale
Regroupement des femmes immigrantes
francophones (REFIF)

Le programme « *Femme immigrante en affaires, à partir de chez-soi* » vient en aide aux entrepreneures immigrantes nouvellement installées à Toronto et ses environs à créer et à développer de petites entreprises familiales à caractère artisanal à domicile. Il s'agit ici de micro entreprises telles des services de traiteur, de réparation de linge, de services personnels (soins esthétiques, cours de musique, tutorat), de services professionnels tels la correction d'épreuve, l'édition de texte, et autres entreprises de ce type. Les femmes admissibles sont celles ayant soit le statut de résident permanent ou celui de réfugié.

Cette initiative du REFIF, appuyée par le Réseau de soutien à l'immigration francophone du Centre-Sud-Ouest, fait appel à une nouvelle approche de développement économique afin de répondre aux besoins actuels des femmes immigrantes francophones. Le programme se veut complémentaire aux services déjà offerts en la matière.

Les participantes se voient offrir des outils d'accompagnement personnalisés, des conseils judicieux et des ressources les appuyant dans les étapes de démarrage à domicile. Cela inclut des ateliers de formation en création et en développement de petite entreprise, du mentorat pratique et de l'aide pour accéder au Fonds de microcrédit.

Même celles qui ne partiront pas immédiatement en affaires tireront profit de l'expérience, car celle-ci leur aura permis de mieux comprendre les exigences dans le milieu des affaires canadien et la façon de faire pour réussir.

Système coordonné d'évaluation linguistique et d'aiguillage (SCELA)

Contexte

En 2005, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont signé l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration (ACOI), une entente de cinq ans en vue de faciliter et d'améliorer la coordination de leurs politiques et de leurs programmes respectifs en matière d'établissement. À cette époque, on prônait fortement l'adoption d'un système intégré de formation, d'évaluation et d'aiguillage linguistique, érigé sur la base de normes et de protocoles communs, aujourd'hui appelé SCELA.

Le SCELA permet d'évaluer les compétences linguistiques du nouvel arrivant afin de le diriger vers la formation linguistique qui lui est nécessaire pour atteindre le niveau de compétence requis. Il peut s'agir de CLIC (Cours de langue pour immigrants au Canada), un programme financé par le fédéral, ou du programme provincial ASL (Anglais langue seconde).

En 2009, on a mis sur pied le comité consultatif SCELA composé de formateurs et d'évaluateurs linguistiques ainsi que d'autres experts. Ce comité a élaboré les composantes et les protocoles nécessaires à la mise en place d'un tel système. Ces éléments ont été soumis à l'examen critique d'intervenants concernés dans le cadre de consultations (CLIC, ALS, groupes communautaires).

Détermination de l'admissibilité à un cours de langue

Le SCELA fait actuellement l'objet d'un projet pilote à London, Kitchener/Waterloo/Cambridge, et Kingston/Bellefonte. Les centres SCELA sont chargés de déterminer l'admissibilité des clients, d'évaluer leurs compétences linguistiques et de les aiguiller vers le programme de formation approprié. Les évaluateurs sont responsables de vérifier leur admissibilité basée sur une preuve de statut d'immigration et leurs compétences linguistiques.

Le niveau de compétence linguistique est évalué avant la formation. Cette évaluation est basée sur les niveaux de compétence linguistique canadiens (NCLC) ou Canadian Language Benchmarks (CLB) utilisés pour décrire, mesurer et reconnaître la maîtrise du français ou de l'anglais des immigrants adultes et des immigrants potentiels. Les résultats permettent de déterminer la formation nécessaire à l'atteinte du niveau de compétence requis.

Services connexes

Les évaluateurs se chargent également d'aiguiller les clients vers les programmes et les fournisseurs de formation linguistique. L'approche guichet unique permet ainsi aux clients de jouir d'un accès équitable en ce qui a trait aux options de formation disponibles en communauté.

Essor entrepreneurial à Windsor : 15 femmes immigrantes nouvellement diplômées

Par Benoît Clément Chef des communications stratégiques
Collège Boréal

En mars 2013, dans le cadre de la deuxième année du programme Étincelle mis sur pied par le Carrefour des Femmes du Sud-Ouest de l'Ontario, 15 femmes immigrantes entrepreneures ont reçu du Collège Boréal à Windsor un certificat en Développement des petites entreprises. Cette certification ouvre la porte à la création d'entreprises dans des domaines tels que la petite enfance, le commerce international et la restauration.

Financé conjointement par la Condition Féminine Canada et la Fondation Trillium de l'Ontario, Étincelle est un projet à portée régionale de trois ans. Celui-ci vise à former des femmes d'expression française à l'esprit entrepreneurial dans les villes de London, Sarnia, Windsor et Chatham.

« Ce partenariat avec le Carrefour des Femmes du Sud-Ouest de l'Ontario réitère l'engagement concret du Collège Boréal envers la formation des francophones dans le Centre-Sud-Ouest », souligne Danielle Talbot-Larivière, vice-présidente, les Entreprises Boréal. « Grâce à cette initiative, notre établissement donne l'opportunité à des professionnelles formées à l'étranger d'adapter leurs compétences pour mieux s'insérer dans la société canadienne et pour contribuer, au maximum de leur potentiel, à la vitalité économique de la région. »

Pour sa part, la coordinatrice du programme Étincelle dans la région de Windsor-Chatham, Georgette Lefu Kouyokila, souligne :

« Ce partenariat nous permet de bénéficier d'une expertise de plus de 10 ans dans des domaines hautement pertinents tels que la formation et l'employabilité. Le réseau de partenaires du Collège Boréal à l'échelle régionale nous permet également d'offrir nos services aux entreprises de Windsor et de London, là où notre programme Étincelle est implanté. »

Édifier un système d'immigration efficace pour le Canada

Lancement d'un Programme fédéral des métiers spécialisés



En décembre 2012, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney, annonçait qu'un nouveau Programme fédéral des métiers spécialisés serait lancé pour répondre à la demande croissante pour des gens de métier qualifiés au Canada.

« Le nouveau Programme des métiers spécialisés aidera à pallier de graves pénuries de main-d'œuvre dans certaines régions du pays et à stimuler la croissance économique », a déclaré le ministre Kenney. « Le système d'immigration du Canada ne permet pas d'accueillir, depuis trop longtemps, ces travailleurs spécialisés en demande. Ces changements auraient dû être mis en œuvre il y a bien longtemps; ils aideront à effectuer la transition à un système d'immigration rapide et souple qui correspond aux besoins de l'économie canadienne. »

Lancé en janvier 2013, le programme vise à assurer que les candidats possèdent la juste combinaison de compétences et d'expérience pour réussir au Canada. Pour y être admissibles, les candidats devront :

1. être en possession d'une offre d'emploi au Canada ou d'un certificat de qualification d'une province ou d'un territoire pour s'assurer qu'ils sont « aptes à l'emploi » dès leur arrivée;
2. répondre à des exigences linguistiques de base;
3. posséder au minimum deux ans d'expérience professionnelle en tant que gens de métier qualifiés, pour s'assurer qu'ils ont exercé récemment un métier spécialisé pertinent;
4. posséder les compétences et l'expérience qui correspondent à celles qui figurent dans la Classification nationale des professions (niveau B de la CNP), démontrant qu'ils ont exercé les fonctions essentielles de l'emploi.

Afin de gérer les demandes, d'éviter les retards et d'assurer des délais de traitement rapides, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) acceptera au plus 3 000 demandes au cours de la première année. Le Programme fédéral des métiers spécialisés s'ajoute à d'autres voies qui s'offrent déjà aux travailleurs qualifiés pour immigrer au Canada, notamment la catégorie de l'expérience canadienne et le Programme des candidats des provinces.

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Régionalisation

Nouvelles du Réseau de soutien à l'immigration francophone du Centre-Sud-Ouest

par Alain Dobi, Coordonnateur



Les activités de réseautage dans le Nord ontarien sont une composante clé du renforcement des partenariats en appui à l'avancement du dossier de l'immigration francophone.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action 2012-2013, le Réseau, avec ses partenaires locaux, a mis l'accent sur l'appui au démarrage d'entreprises par les immigrants et le renforcement de capacités chez les organismes communautaires francophones.

En lien avec les objectifs 2 et 3 du Plan stratégique fédéral visant à favoriser l'immigration francophone en situation minoritaire, ces deux priorités ont fait l'objet de diverses activités en région. Parmi celles-ci, soulignons la table ronde sur l'entrepreneuriat en région organisée par le Réseau de soutien en collaboration avec l'ACFO de London-Sarnia et La Bonne Affaire du RDÉE Ontario. Notons également le projet de coaching individuel qui, cette année,

a ciblé trois organismes francophones du Centre-Sud-Ouest.

Tout en appuyant les services d'employabilité, la Table ronde sur l'entrepreneuriat avait pour objectif d'informer les immigrants francophones sur le monde des affaires et de les inviter à explorer les possibilités de démarrer une entreprise. Cette table ronde s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à les outiller pour une meilleure intégration économique. Plus d'une soixantaine de participants y ont assisté. Au nombre des invités de marque, on retrouvait des représentants de FedDev, de la Fondation Trillium de l'Ontario, de la Banque de Développement du Canada, et de la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.

L'autre initiative du Réseau, le projet de coaching individuel, visait à renforcer les capacités de trois organismes francophones en ce qui touche leur gouvernance générale et leur gouvernance financière. Il s'agit notamment de l'Auberge Francophone de Toronto, du Centre français Hamilton et du Regroupement des Femmes Immigrantes Francophones (REFIF). Ces organismes ont reçu un service d'accompagnement et des ateliers de formation en vue d'améliorer leur gouvernance, et accroître ainsi leur efficacité dans l'offre de services de qualité aux immigrants francophones de leurs régions respectives.



Milieu rural dans l'est ontarien : « Nous avons besoin des immigrants! »

Par Marie Élise Lebon, Coordonnatrice
Réseau de soutien à l'immigration francophone de l'Est de l'Ontario

Un 5 à 7 économique organisé en janvier 2013 dans la municipalité de Casselman, situé à moins d'une heure d'Ottawa, a lancé à la population et à la région un appel très clair : nous avons besoin des immigrants.

Il s'agissait d'une première événementielle dans la région, le fruit d'un partenariat entre le village de Casselman, le Réseau de soutien à l'immigration francophone de l'Est de l'Ontario, le RDÉE Ontario, La Cité collégiale, l'ACFO de Prescott-Russell et le Conseil de la coopération de l'Ontario (CCO). Le but du 5 à 7 économique : sensibiliser les différents intervenants économiques de la région à la nécessité de favoriser l'immigration francophone en région.

« L'immigration, c'est l'avenir, non seulement des communautés industrielles, mais du pays dans son ensemble », a affirmé le conférencier invité, Mario Lefebvre du Conference Board of Canada. La population est vieillissante et si les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux n'agissent pas immédiatement, le pays tout entier pourrait faire face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. » Selon lui, la solution est d'ouvrir les portes toutes grandes à l'immigration.

Le maire de Hawkesbury et préfet des Comtés-Unis de Prescott-Russell, René Berthiaume, a renchéri sur ses propos. À son avis comme à l'avis d'autres leaders locaux, *« nos communautés se doivent d'être plus accueillantes et grâce à des rencontres*

comme celle-ci, nous développerons nos capacités pour attirer et retenir les nouveaux arrivants ». Il a exhorté les municipalités de la région à poursuivre leur appui aux initiatives qui encouragent l'immigration francophone.

Un représentant de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), Richard Lecours, a rappelé qu'il existe une panoplie de programmes d'établissement pour aider les nouveaux arrivants à mieux s'intégrer dans la communauté d'accueil, y compris des cours de langue leur permettant d'améliorer leur maîtrise du français et/ou de l'anglais.

Déjà, des développeurs économiques des régions environnantes se mobilisent pour discuter des actions futures à entreprendre afin d'attirer les immigrants francophones dans leur région.